

Editorial

Ces impôts qui font perdre la raison!

Pour le député français Arnaud Montebourg, les forfaits fiscaux accordés en Suisse aux riches étrangers sont des privilèges indécents. A l'opposé, le parti radical suisse préconise la suppression de l'impôt fédéral direct, mesure qui entraînerait un manque à gagner de 13 milliards (le quart du budget de la Confédération!). Autres sujets d'actualité: la concurrence fiscale que se livrent les cantons et les communes, les exonérations accordées aux entreprises qui s'implantent dans certaines régions (et qui provoquent le courroux de l'Union européenne), l'impôt dégressif introduit dans quelques cantons... N'en jetez plus, la coupe est pleine!

A propos des impôts, on dit vraiment n'importe quoi et son contraire. Certains démagogues proposent en même temps une baisse de la fiscalité

et une augmentation des prestations des collectivités publiques. On promet des cadeaux à tous mais, en réalité, on n'en accorde qu'aux plus riches. On exige des économies pour pouvoir réduire la charge des impôts mais on se garde bien de désigner les secteurs qui seront sacrifiés.

Il faut le rappeler clairement: les impôts permettent à la collectivité d'assumer les tâches qui relèvent du bien commun et qui sont utiles à tous (enseignement, formation, sécurité, assurances sociales, construction et entretien des infrastructures culturelles ou sportives, etc.). Ils représentent un système juste car ils sont progressifs et tiennent compte de la capacité économique de tous (article 127 de la Constitution fédérale).

Dans certains milieux, on affirme sans rougir qu'une baisse des impôts est dans l'intérêt général. C'est un mensonge éhonté qu'il faut dénoncer avec vigueur: à moins de démanteler complètement l'Etat (ce qui nuirait en premier lieu aux plus démunis), une réduction de la fiscalité directe entraînerait de nouvelles taxes et des services facturés plus chers. Le chômeur et le bénéficiaire de l'aide sociale devraient payer autant que le directeur de l'UBS ou de Novartis pour une même prestation!

Il faut une fois pour toutes cesser de déraisonner à propos des impôts. Chacun a le droit d'être riche (même si certains salaires ou indemnités sont obscènes), mais chacun a également le devoir de payer une part équitable pour assurer la cohésion de la collectivité. La fraude fiscale ne devrait pas être un jeu, mais un délit pénal. Les fraudeurs ne devraient pas être traités comme des vedettes (de l'économie, du sport ou du spectacle), mais comme des voleurs.

Edith Samba et Rémy Cosandey

Petit homme aux doigts légers
Petit homme aux mains de rapine
Que pensez-vous de mes pieds mouillés
Et de ma peau brûlée
Petit homme vous ne dites rien
Vous comptez en silence vos dividendes
Petit homme que diriez-vous
Si l'on comptait ensemble
Un matin de colère
Toutes les gouttes de sang
Qui font vos dividendes
Vous ne répondez pas
Petit homme vous avez l'âme frivole
Et le cœur délicat
Petit homme ne criez pas justice et bénéfice
Ce n'est pas la peine
Nous avons du temps petit homme
Et beaucoup de patience
Ce jour-là croyez-moi petit homme
Nous mettrons un peu de ciel sur la terre.

Jacques Urbain

Une colombe s'est envolée

Nous avons appris le décès, en décembre dernier, de Jean Van Lierde, connu de certains membres de l'équipe de *l'Essor*.

Cet homme fut le président de la branche belge du Mouvement International de la Réconciliation, ainsi que celui de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG-WRI). Cet homme profondément humain et non-violent était un anti-militariste de longue date (il sera emprisonné à plusieurs reprises entre 1949 et 1952 pour refus de servir militairement). Et en 1944 déjà, devant les traitements infligés aux collaborateurs, aux prisonniers battus et aux femmes rasées, il disait: «*Je croyais que nous nous étions battus contre le fascisme pour ne pas devenir des salauds*».

Ceux qui l'ont connu témoignent que Jean Van Lierde s'est efforcé durant toute sa vie de traduire son «engagement non-violent dans une réalité communautaire, collective et internationaliste». C'est ainsi que Jean a joué un rôle important dans la reconnaissance du statut d'objecteur de conscience en Belgique, obtenu en 1963 après quatorze années d'efforts.

Il s'est aussi engagé à fond pour la lutte d'indépendance congolaise. En 1959, lorsque le gouvernement belge veut envoyer la troupe au Congo, Jean participe à la mobilisation: «pas un franc, pas un homme pour une guerre coloniale». Le gouvernement belge recule en moins de quinze jours.

On l'a aussi vu s'impliquer en faveur

des réfractaires français pendant la guerre d'Algérie, et mettre sur pied des réseaux d'accueil de déserteurs états-unien pendant la guerre du Vietnam.

Penseur autant qu'homme d'action, Jean Van Lierde écrivait: «*Il faut un maximum de culture politique pour être un militant non-violent et anti-militariste*». Dans cet esprit il fut l'un des fondateurs du Centre de recherche et d'information socio-politique CRISP, et son secrétaire général durant 25 ans.

Pour en savoir plus: consultez l'article **Jean Van Lierde**, sur Wikipédia.

Jean Van Lierde n'est plus. Les colombes – même celles qu'on a voulu mettre en prison – entreprennent un jour leur dernier vol. Adieu Jean. (mb)

Ecologie sociale: un projet d'actualité

Pressentant dans les années 60 déjà l'imminence d'une crise écologique majeure, Murray Bookchin mit en route un projet politique, social et philosophique qu'il appela l'écologie sociale.

Dans «*Une société à refaire*», il développe l'idée que l'homme moderne doit parvenir à s'insérer dans la nature et réciproquement pour redécouvrir le lien qui le lie à elle, sa dépendance envers elle. Il part du postulat que les problèmes écologiques sont, au départ, des problèmes sociaux. La domination de la nature par l'homme découle de la domination de l'homme par l'homme et ce n'est qu'en supprimant les rapports de compétition et de domination que l'être humain modifiera sa relation envers la nature.

Il faut un retour aux communautés, redécouvrir l'échelon local, ses proches et l'environnement qui nous entoure au travers d'un processus de décentralisation. En divisant les grandes villes en communes à taille humaine plus faciles à gérer et une pratique de municipalisme libertaire, on fera sortir l'homme de son rôle d'électeur/contribuable pour faire de lui un citoyen, un homme responsable, participant activement à la gestion de la

communauté à laquelle il appartient.

L'originalité de sa démarche est de penser que la technologie et les machines peuvent perdre leur connotation négative. En les sélectionnant et en les modifiant, on peut les rendre écologiques et s'en servir pour libé-

rer l'homme. Ambitieuse et difficile, l'écologie sociale ne cache pas l'ampleur du projet et, même consciente que ces grands changements seront longs à mettre en place, explique clairement qu'ils sont absolument nécessaires. (es)

Les réflexions d'Henri Jaccottet

Mon fils de Bâle me raconte au téléphone une interview d'Otto Stich qui va fêter ses 80 ans. «*Que pensez-vous de la vieillesse?*», lui demande le journaliste. «*Il y a trois étapes, lui répond l'ancien conseiller fédéral. La première: on s'aperçoit qu'on vieillit. La deuxième: les gens s'aperçoivent qu'on vieillit. La troisième (à laquelle M. Stich estime ne pas être parvenu): on vieillit encore mais on ne s'aperçoit plus qu'on vieillit*». Bon anniversaire, Monsieur le conseiller fédéral et que *l'Essor* puisse accueillir souvent vos paroles de Sage! Ce sont là nos vœux.

A propos des années qui ont suivi la guerre de 14-18, des titres sont devenus classiques dans les livres d'histoire: «*La montée du nazisme*» ou «*La montée des totalitarismes*». De même, un mot d'Edouard Daladier est entré dans l'histoire: à sa descente d'avion au retour des Accords de Munich (les Alliés ont basté; la majorité des gens pense qu'ils ont éloigné la menace de guerre), le président du gouvernement français est acclamé par la foule. «*Les cons*», glisse-t-il à son adjoint!

Il n'est pas très loin de nous l'historien qui pourra raconter notre époque sous le titre de «*La montée du terrorisme*» ou «*La montée des fanatismes*», mais le Daladier qui sera conscient de notre apathie et/ou de la mauvaise direction que prend la majorité de nos contemporains avec leur anti-terrorisme primaire, celui-là, s'il existe, aura de la peine à se faire entendre d'abord, et surtout il aura de la peine à trouver une solution qui écarte la catastrophe programmée du Moyen-Orient.

Le travail confisqué par les actionnaires

Au cours du 20^e siècle, grâce à l'action des syndicats et à la prise de conscience des travailleurs eux-mêmes, l'horaire hebdomadaire s'est allégé et les conditions de travail se sont améliorées. Pendant quelques dizaines d'années, on a même réussi à trouver un équilibre convenable entre les intérêts des employeurs et ceux des salariés. Puis le capitalisme financier est arrivé et avec lui une nouvelle règle: le fruit du travail doit profiter prioritairement aux actionnaires, aux banquiers et aux managers (dont certains gagnent 70'000 francs par jour, samedi et dimanche compris!).

Dans notre pays, malgré une économie florissante (tous les records de production et d'exportation ont été battus en 2006), le chômage stagne et il y a toujours davantage d'emplois précaires. Sans compter que les conditions du travail se dégradent et que de nouvelles formes de pénibilité apparaissent. Dans les ateliers et les bureaux, la désillusion, l'angoisse, le stress et la résignation règnent à l'état endémique. Les analyses et les témoignages de ce forum sont sans équivoque. Pour éviter la catastrophe sociale qui pointe à l'horizon, il est urgent, comme le dit Alain Simonin (page 6), de réhumaniser les relations de travail et de replacer l'homme au centre de l'entreprise. Le travail ne doit plus être confisqué par les actionnaires.

Rémy Cosandey

Régression néolibérale

Un mot de mon père, alors ouvrier d'usine chez Paillard S.A. à Sainte-Croix, m'avait frappé: «Heureusement qu'il y a les Russes (c'était l'époque de l'Union soviétique), parce qu'ils (les patrons) sont vraiment trop durs avec nous». Ouvrier qualifié, fraiseur si je me souviens bien, il avait été remplacé par des Italiennes aux petites mains plus agiles, et s'était retrouvé, dans la quarantaine, manœuvre bon à porter des caisses. Il avait échappé à l'usine en reprenant un petit domaine agricole.

Effectivement, vers la fin de la seconde guerre mondiale, l'augmentation des salaires réels dans la foulée de la reconstruction des économies européennes engendre un quart de siècle de stabilité et prospérité. La prospérité devient un but déclaré des politiques, non par amour pour les masses, mais les élites politiques craignaient que les salariés occidentaux ne se jettent dans les bras du communisme. Les Etats-Unis avaient besoin de marchés extérieurs, d'où l'aide Marshall et un ordre économique sûr dans les pays industrialisés occidentaux inscrits dans les accords de Bretton-Woods. Le plein-

emploi et la prospérité étaient à l'ordre du jour. «L'équilibre sociopolitique entre le mouvement ouvrier et la bourgeoisie était, de l'avis des élites politiques, le prix qu'avait à payer la bourgeoisie pour le maintien de son système économique et social et de son rôle dirigeant dans ce système!».

On peut donc parler d'une société capitaliste dans laquelle un certain équilibre régnait entre les entreprises et le mouvement ouvrier. Or, durant les années 1980, Ronald Reagan aux Etats-Unis et Margaret Thatcher en Angleterre mettent en œuvre leur «révolution conservatrice». Reagan réduit l'Etat, sauf en matière de défense; il dérègle le droit des sociétés, baisse les impôts des riches sans tenir compte de l'équilibre budgétaire, transfert fiscal que Bush Jr va démultiplier. Parlant de la pression implacable exercée sur les revenus du travail, George Waardenburg, sociologue du travail², note «qu'entre 1966 et 2001, la moitié de la hausse de l'ensemble des revenus est allée aux 10% les plus riches, le reste revenant (de manière très inégalitaire) aux autres 90%».

Outre-Manche, M. Thatcher réduit le

pouvoir syndical, taille dans les dépenses publiques, réduit massivement les impôts des riches pour «favoriser l'investissement», démantèle largement l'Etat-providence. Précarisation de l'emploi, dérégulation du droit du travail, dégradation du système de protection sociale, la Dame de fer laisse un pays composé d'exclus (30% de la population), de précaires (40%) et de riches (30%), un pays où les inégalités sociales sont les plus marquées à l'échelle européenne.

Cette révolution conservatrice ou néolibéralisme a gagné le vieux continent: les Pays-Bas, la Scandinavie puis l'Allemagne, la France... la Suisse n'étant pas en reste. Depuis l'effondrement du communisme, nous vivons toujours dans une société capitaliste, mais où la bourgeoisie d'affaires et financière peut se permettre n'importe quoi ou presque. Elle détient plus encore que par le passé le pouvoir sur les moyens de production. Elle «peut» donner du travail à celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, ou non. Pour faire tourner sa «machine à profit», elle n'a besoin que d'une partie des demandeurs de travail. Ceux dont elle peut se passer, les «non productifs», elle les laisse tomber.

Fritz Tüller

Trois chroniqueurs de ce forum sont de fidèles amis de l'Essor (Mousse Boulanger, Alain Simonin, Fritz Tüller). Les autres sont actifs dans le domaine syndical ou social: Roger Cosandey, ancien secrétaire romand de la Fédération suisse des aveugles; Gérard Forster, ancien président de l'Union syndicale vaudoise; Cédric Dupraz, président de l'Association de défense des chômeurs de Neuchâtel; Nicolas Wuillemin, leader du mouvement de lutte de l'usine Boillat; Rémy Pagani, secrétaire du Syndicat des services publics de Genève. Précision: toutes les citations sont de la rédaction.

¹Ton Veerkamp, «Der Gott der Liberalen», Argument Verlag, 2005, p. 87

²Le Courrier, 8 novembre 2006

Triptyque à propos du travail

Par le travail, l'homme et la femme humanisent la Terre et eux-mêmes

Depuis la nuit des temps le travail est au cœur de l'activité humaine. Par cet acte fondamental de transformation de la matière et de la connaissance, l'homme contribue à la transformation du monde, de lui-même et de ses semblables. Quatre éléments entrent en jeu dans le processus du travail:

1. l'activité de transformation, qui mobilise les savoir-faire en les complexifiant toujours plus à cause de la «résistance» de la matière ou de la connaissance. Cette résistance a permis à l'homme et à la femme d'inventer toutes sortes d'outils qui les «prolongent» en quelque sorte dans leurs capacités à transformer la matière-connaissance;
2. l'organisation du travail et des travailleurs (aujourd'hui nommée «management»). Car très vite le travail s'est présenté comme un acte collectif: il fallait répartir les tâches et les responsabilités, organiser dans le temps les différentes étapes pour produire tels objets ou tels services, disposer les «outils» dans le lieu de travail pour procéder aux assemblages nécessaires, etc.;
3. l'utilisation du «produit» (objet, connaissance, ou service) résultant de l'activité de transformation, qui a ouvert un vaste réseau d'échange basé sur l'offre et la demande: le

marché. La constitution de cet espace public d'échange a permis la satisfaction des besoins (valeur d'usage du produit) et la constitution d'un capital permettant d'améliorer les outils de transformation (valeur marchande du produit);

«Tout homme préférera un travail difficile où il invente et se trompe à son gré à un travail tout uni mais selon les ordres. Le pire travail est celui que le chef vient troubler ou interrompre».

Alain

4. la rétribution du travail, qui correspond à la reconnaissance de l'habileté, de la compétence du travailleur. Elle lui permet en quelque sorte d'assumer tous les aspects de sa vie et celle des ses proches, qui viennent compléter l'activité du travail: sa nourriture, son logement, sa protection, sa formation, ses loisirs, sa culture, sa vie sociale, etc.

Dans chacun de ces quatre éléments, l'homme est l'acteur principal. Mais il compose d'emblée avec son semblable: les uns fournissent l'activité et la rétribuent, les autres apportent leurs compétences et, par la rétribution, tous consomment les produits et les services leur permettant

de développer un cadre de vie commun sans cesse en évolution. Les quatre éléments sont fondamentalement complémentaires et interdépendants. Ils forment la trame d'un processus fondamentalement collectif qui a permis le développement des sciences, des techniques, des arts et des cosmogonies. Telle est l'aventure humaine depuis son origine.

Mais, dans cette vaste chaîne d'interdépendance, n'oublions pas l'acteur caché qui définit la dépendance majeure: dans l'acte de transformer le monde et la connaissance, l'homme est confronté à un tiers qui n'est pas lui: la Terre, reçue en héritage, formidable potentiel de matière (vivante!) à déchiffrer. La Terre est le partenaire générique qui s'est trouvé sur le chemin de l'homme (à moins que ce ne soit l'inverse!) et avec lequel il joue depuis la nuit des temps cette formidable partie d'échec qu'est le processus de transformation mutuelle de la matière et de l'esprit, développant depuis l'origine une humanisation progressive de la Terre. Beaucoup de victoires, beaucoup d'échecs de part et d'autre, pour le meilleur et pour le pire. Mais dans cette partie là, aucun des joueurs n'a encore prononcé le fatidique «échec et mat».

Nous pourrions nous demander aujourd'hui combien de temps il nous reste encore à jouer? Et qui est l'arbitre qui décrètera la fin de la partie et sanctionnera le vainqueur?

Pourquoi l'humain a-t-il fait du travail un objet de souffrance envers lui-même et envers son semblable?

Le tableau idyllique que je viens de décrire, chacun d'entre nous le sait bien, serait bien trompeur si nous ne parlions pas de ce qui fait l'objet même de ce dossier de *l'Essor*: la souffrance au travail. Depuis l'origine, l'activité du travail a toujours été accompagnée d'un cortège de souffrances liées à l'activité elle-même, sa pénibilité, ses effets destructeurs sur la santé des travailleurs, et surtout

les multiples variantes de la domination que les hommes ont instaurée entre eux au cœur même de l'interdépendance constitutive du processus du travail. La philosophie n'a cessé de s'interroger à propos de cette relation sournoise des hommes entre eux, sournoise jusqu'à devenir meurtrière, qui est venue se glisser dans la noble activité du travail que je viens de décrire.

Comment se fait-il que la souffrance au travail (on pourrait y ajouter «la souffrance de la Terre», non?) soit devenue aujourd'hui le problème politique majeur dont aucun parti n'ose faire clairement une priorité dans son programme?

Il n'est que de lire les ouvrages essentiels de Christophe Dejours («Souf-

suite en page 5

france en France. La banalisation de l'injustice sociale», 1998), de Didier Long («Pourquoi nous sommes chrétiens», 2006), de Jean-Claude Guillebaud («Le principe d'humanité», 2001) ou de voir les récents documents filmés de Hubert Sauper («Le cauchemar de Darwin», 2004), de Gilles Perret («Ma mondialisation», 2006), d'Erwin Wagenhofer («We feed the world», 2005), pour se convaincre que le processus du travail dans les quatre composantes fondamentales décrites plus haut a cessé d'être le projet collectif humanisant le monde tel que les Lumières nous avaient invités à le rêver. Plus prosaïquement, plus cruellement, il nous suffit de regarder autour de nous, mieux en nous-mêmes, pour constater lucidement que la souffrance vécue dans le quotidien de notre travail est devenue une réalité avec laquelle nous composons avec plus ou moins de «bonheur» (!): plaintes récurrentes à propos d'un collègue jugé incompetent et qui perturbe l'ambiance de toute une équipe, période de doute personnel quant à ses propres compétences à relever les nouveaux défis du programme d'objectifs X ou Y, arrêt maladie vécu avec plus ou moins de culpabilité, dégringolade ou burn-out d'un ami ou d'un membre de sa famille, prise de médicament pour tenir le coup, désarroi, face à la lecture dans le journal (gratuit!) du Xième programme de licenciement d'une entreprise «de chez nous», effroi face à la montée des redoutables «concurrents» venus d'Asie, incompréhension

muette face à la production de nourriture meurtrière pour l'homme (vache folle ou poulet contaminé), inquiétude également muette face à la probable montée des eaux des océans, conséquence du réchauffement climatique dû aux activités industrielles et à la motorisation. Un tableau souvent apocalyptique (mais est-ce vraiment cela l'Apocalypse?) dont nos chaînes de télévision aiment à détailler les sombres couleurs.

Tous ces événements ou ces informations qui font aujourd'hui partie de notre quotidien sont intrinsèquement liés au processus du travail et de sa déshumanisation dans ses quatre composantes de base: la production, l'organisation, la rétribution, la consommation.

Nous devons dès lors nous poser sérieusement et collectivement la question: quels sont les dérèglements majeurs qui ont fait d'une activité à l'origine essentiellement créatrice et sociale (durablement protégée jusqu'ici par un corps de lois et de règlements qui donnait aux hommes et aux femmes leur dignité), un acte aujourd'hui largement vécu comme déshumanisé ou déshumanisant pour la collectivité et culpabilisant pour les individus qui n'y ont plus accès? Car comment expliquer autrement que par le déni d'un sentiment généralisé de mal être (Patrick Viveret: «Pourquoi cela ne va-t-il pas plus mal?», 2005), l'irraisonnable course

folle que les hommes et les femmes du XXIe siècle ont entamée. Les uns à la recherche d'un travail toujours plus rare et toujours moins rémunérateur pour une partie grandissante d'entre eux, les autres à la recherche d'un profit toujours plus énorme pour bon nombre d'entre eux (2% de l'humanité détiennent la moitié du patrimoine des ménages – United Nations University, 2006).

«Epidémiologistes, médecins, ergonomes, économistes ou sociologues aboutissent, avec des méthodologies très diverses, à un même constat: le mouvement global d'amélioration progressive des conditions de travail qui avait caractérisé le XXe siècle s'est inversé au tournant des années 1990».

Philippe Askenazy, «La nouvelle critique sociale», 2006

C'est l'aveu lucide et non culpabilisant de ce mal-être que nous devons partager dans nos réunions de famille, de quartier, d'assemblée du personnel, d'association ou de parti. La généralisation et la banalisation de la souffrance au travail sont une formidable perversion de l'aventure humaine qui doit mobiliser notre capacité d'explication et de recherche de nouvelles perspectives orientées vers la réhumanisation du travail dans ses quatre composantes.

Il faut reconfigurer le capitalisme

Tous les observateurs s'entendent là-dessus, les années nonante sont la charnière qui fait basculer le capitalisme vers une sauvagerie qui est en train de détruire l'homme et la planète. Le capitalisme industriel cède alors le pas à un capitalisme financier, la concurrence s'exacerbe, poussée par l'obsession du coût minimum et la maximisation des profits destinés non pas à la production ni à l'innovation mais à l'enrichissement d'actionnaires anonymes. L'entreprise elle-même est devenue la marchandise qu'on échange dans un marché aux dimensions planétaires. Le travail et le travailleur sont complètement disqualifiés, on ne parle

plus que d'objectifs à atteindre dans le minimum de temps, de standards de production, de performances, de normes de qualité, de rachats d'entreprises, de cotation en bourse et de délocalisation.

Je vois deux transgressions majeures que nous n'aurions pas dû commettre ou dont nous aurions dû refuser d'être les témoins dans ce processus de déshumanisation du travail. La première est la rupture de l'équilibre entre l'utilisation des sources d'énergie nécessaires aux activités de production par le travail et leur préservation pour pérenniser ces activités. Le réchauffement de la planète et

la déforestation sont les résultats incontestés de cette rupture qui hypothèque l'avenir même de la planète («L'environnement face à l'économie». Entretien exclusif avec Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie. Supplément du Nouvel Observateur. Déc. 2006). La deuxième transgression est d'avoir accepté que l'acte du travail effectué par l'homme (transformation de la matière et de la connaissance) soit découplé du produit de son travail (prédominance de la quantité, des standards de production, des cadences du travail). La valorisation excessive de la performance et la banali-

suite en page 6

sation de la souffrance au travail qui en résulte sont les résultats de cette autre rupture («*Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés*»). Sophie Bruneau et Marc Antoine Raudil, 2005).

L'économie des planificateurs et le mépris de l'humain qu'elle avait instaurés sont morts en 1989, mais l'économie des prédateurs, la déshumanisation du travail et la destruction de la Terre qu'elle engendre, doivent également mourir.

Nous devons tous redevenir les acteurs d'une «réhumanisation» du travail et du «réenchantement» du monde! Comment? En prenant conscience que les quatre éléments fondamentaux qui définissent le travail: la production, l'organisation, la rétribution, la consommation, sont intrinsèquement liés et que nous devons agir, directement ou indirectement, dans ces quatre domaines qui nous concernent tous comme citoyens d'un même monde. Partout où le travail humain est disqualifié, où la rétribution est injuste, où la consom-

mation épuise les ressources de la Terre, nous devons réagir. Mais nous devons aussi inventer de nouvelles formes de réflexion et de débat en cessant d'opposer systématiquement travailleurs, industriels, actionnaires, consommateurs, mais au contraire en les invitant à se réunir pour qu'ensemble ils s'attellent à «reconfigurer» ce capitalisme réduit aujourd'hui à sa fonction prédatrice.

«Les gains de productivité ont été, pour une grande part, dilapidés en laissant proliférer des activités n'ayant pas d'autre fonction que de satisfaire des besoins artificiels souvent ridicules et parfois néfastes».

Albert Jacquard, *«Mon utopie»*

Je sais ce que cette proposition a d'iconoclaste. Faire fi des conflits d'intérêts paraît quelque peu angélique! Pourtant, nous devons comprendre que les ressources de la Terre et les ressources humaines sont un patrimoine commun que nous nous

devons de protéger. Des observateurs avertis et audacieux (auxquels j'ai fait référence tout au long de cet article) montrent que les impasses du capitalisme de prédation que nous vivons commencent à questionner non seulement les travailleurs, mais aussi les cadres et certains chefs de petites et moyennes entreprises (fournisseurs asservis des multinationales), sans parler d'un nombre toujours plus grand de consommateurs que la nourriture industrielle et mondialisée commence à «écœurer». L'actionnaire, acteur le plus anonyme, sera le plus difficile à convaincre et à mobiliser.

Reconfigurer le capitalisme en réhumanisant les relations de travail, en remplaçant l'homme au centre de l'entreprise et la préservation des ressources de la Terre à son horizon, voilà le programme politique que nous devons commencer à écrire... nous-mêmes, avec nos collègues de travail, nos voisins, nos amis, nos élus!

Alain Simonin

Contraintes postales

La Poste s'effrite, la Poste se ratatine, la Poste pèse lourd sur le travail de ses employés. En sept ans plus de 1700 bureaux ont été fermés. Les heures d'ouverture de ceux qui restent se rétrécissent comme peau de chagrin. Des centaines d'emplois ont passé à la trappe. Tout cela sans égard ni pour les postiers et les facteurs, ni pour les usagers qui n'ont plus droit à cette appellation parce qu'ils sont devenus des clients, plus clairement dit: des cochons de payants!

Chaque fois qu'un bureau postal se voit obligé, par sa direction, à diminuer ses heures d'ouverture, les salaires des responsables (ils ont définitivement perdu leur nom de buralistes) sont rognés en conséquence. Ceux qui ont établi leur budget, qui ont fait des projets d'avenir – par exemple l'achat d'un appartement ou d'une maison – se retrouvent, soit par diminution du temps de travail, soit encore par déplacement, dans des situations financières dramatiques. En effet, la direction, après avoir décidé de fermer la poste dans un village, peut expédier son employé à des dizaines de kilomètres de son lieu d'habitation, même dans un autre canton, sans prendre en considération sa situation familiale. Si celui-ci refuse deux de ces révoltantes propositions, alors il n'a plus qu'à quitter l'entreprise, aucune autre alternative n'entre en considération.

Il faut aussi noter la fermeture de 18 centres-courriers, et l'éclatement en différents lieux de regroupements administratifs dont les bureaux postaux deviendront des filiales. Le statut de responsable, pour 1500 bureaux, va disparaître entraînant une diminution du temps de travail, une baisse des salaires. Ils sont, dès maintenant, considérés comme des vendeurs. La direction de La Poste a déterminé que les postiers n'ont pas à fonctionner comme lien social. Donc restriction des contacts. Dans le projet baptisé YMAGO, 500 postes seront supprimés, sans licenciements, selon les négociations syndicales, mais où et comment seront aménagés les nouveaux postes de travail?

Les facteurs, ces messagers quotidiens, ne sont pas mieux considérés. Tout leur est minuté au cent millième de seconde. Oui, vous avez bien lu. Au

cent millième de seconde. Cela commence par le tri effectué chaque matin avant la distribution. Chaque geste, chaque tâche sont chronométrés. Idem pour le temps utilisé de la voiture postale à la boîte à lettres. C'est sur l'addition de ce minutage que le salaire du facteur est calculé.

Il faudrait encore parler d'un système de sous-traitance qui emploie du personnel non formé, sans aucune protection sociale, à des taux de salaire les plus bas. C'est dans ce sens que la direction prépare une fluidification du temps de travail des facteurs, sous le terme de Move-it. La cerise sur le gâteau, ce sont les 5 minutes par jour, accordées aux responsables de filiales (c'est-à-dire le bureau postal) pour maintenir leur office propre en ordre! Pas une minute de plus.

Cette déshumanisation du travail provoque des dépressions, des burn-out, même des suicides, ce dont la direction ne s'émeut nullement. Les acquis du 20e siècle sont peu à peu éliminés pour ne laisser que le désespoir.

Mousse Boulanger

Personnes en situation de handicap : encore une chance de travailler ?

Si l'on veut véritablement diminuer le nombre de rentes de l'Assurance Invalidité, comme la 5e révision le suggère, il faut avant tout améliorer l'insertion professionnelle des personnes atteintes dans leur intégrité physique, sensorielle, mentale ou psychique. Or, depuis plusieurs années, on voit se restreindre dramatiquement les emplois confiés à des personnes vivant en situation de handicap. Pourquoi connaissons-nous cette pénurie d'emplois et comment peut-on résoudre le problème? Nous tenterons, sinon de répondre, du moins de fournir des pistes.

Selon des sondages effectués récemment en Europe, il apparaît que la Suisse est l'un des pays qui connaît le plus fort taux de chômage parmi les personnes handicapées. Beaucoup d'employeurs sont frileux et n'osent pas engager une personne handicapée de peur de ne pas pouvoir la licencier si elle ne donne pas satisfaction. Par ailleurs, le monde du travail s'est modifié: il n'existe pratiquement plus de travaux répétitifs pouvant être confiés à des employés aux capacités limitées. De nos jours, seules la performance et la flexibilité comptent. Or, une personne ayant une déficience mentale, par exemple, ne peut disposer de la mobilité nécessaire pour se remettre sans cesse en question. L'évolution technologique a aussi fait disparaître des postes de travail; songeons notamment aux nombreux téléphonistes aveugles qui trouvaient du travail dans des administrations ou des entreprises importantes. Aujourd'hui, les accès téléphoniques directs ont pour conséquence que le nombre de téléphonistes a chuté et que, de surcroît, les titulaires de ces emplois se voient confier des tâches incompatibles avec une déficience visuelle.

«Le travail ne s'accomplit plus avec la conscience orgueilleuse qu'on est utile, mais avec le sentiment humiliant et angoissant de posséder un privilège octroyé par une passagère faveur du sort».

Simone Weil

Comme on peut le constater, ce n'est peut-être pas délibérément que les employeurs engagent fort peu de personnes en situation de handicap.

L'évolution du monde du travail a fait qu'il faut être en parfaite santé pour avoir une chance de ne pas demeurer au bord de la route. Cet état de chose est-il inéluctable? N'y a-t-il vraiment rien à faire pour que la majorité des personnes en situation de handicap puisse s'insérer dans une vie professionnelle satisfaisante?

Mesures d'incitation

Le volontarisme ne donnant apparemment pas des résultats satisfaisants, il conviendrait de songer à des incitations fortes qui rappelleraient les employeurs à leurs responsabilités sociales. On évoque souvent un système de quotas tel qu'il est appliqué dans de nombreux pays européens. A partir d'un certain nombre de collaborateurs, une entreprise doit engager un certain pourcentage de personnes handicapées. Si elle ne le fait pas, elle doit payer une indemnité qui est généralement utilisée pour adapter des postes de travail. Cette solution est discutée en Suisse dans la communauté des personnes handicapées. Elle ne fait pas l'unanimité car certains craignent avec raison d'être éventuellement engagés parce qu'ils sont handicapés et non pas en fonction de leurs compétences. Lors de la discussion relative à la 5e révision de la LAI, le Parlement a rejeté massivement l'idée d'introduire un tel système dans notre pays.

D'autres mesures incitatives peuvent être envisagées, comme des allègements fiscaux ou un accompagnement temporaire par un conseiller, par exemple un collaborateur de l'AI.

Les entreprises doivent par ailleurs tout mettre en oeuvre pour conserver dans leur contingent d'employés

ceux qui connaissent des problèmes de santé. Le monde du travail est parfois usant; il ne faut pas que l'on puisse rejeter sans autre forme de procès des collaborateurs qui se sont littéralement «tués au travail».

«Il a fallu en venir aux siècles du progrès et de l'intelligence pour que se manifestât, avec une brutalité croissante, le mépris du travail entraînant le mépris du travailleur. Du jour où l'on réduit le travail à être seulement défini par la capacité de production et par le rendement, on en a fait une matière amorphe sans aucun rapport avec l'être humain».

Daniel Rops

Et maintenant, que faire?

Il ne sert à rien de se lamenter; il faut rechercher des solutions pragmatiques. Plutôt que de diminuer le nombre de rentes, le Conseil fédéral et le Parlement feraient mieux de réfléchir à des solutions qui offriraient un véritable soutien aux employeurs prêts à tenter l'expérience d'engager des personnes handicapées. Les offices AI devraient être mieux équipés pour pouvoir dispenser des informations sur les capacités réelles des personnes qu'ils ont à placer. Les collaborateurs de ces offices sont souvent mal renseignés eux-mêmes sur les potentialités des gens dont ils s'occupent. Avant toute autre mesure, c'est donc l'information qui devrait être améliorée. Les associations d'entraide des handicapés devraient être associées à ce processus. Un effort d'information ne doit d'ailleurs pas seulement être consenti à l'égard des employeurs potentiels mais bien de la société dans son ensemble. Actuellement encore, on juge une personne handicapée en fonction de sa déficience. Il faudrait qu'on la juge en fonction des potentialités qui lui restent. Quand on aura fait ce pas, on aura grandement contribué à une meilleure inclusion.

Roger Cosandey

Les tomates de la colère

Lorsque vous approchez la ville d'Almeria au sud de l'Andalousie, par l'autoroute, vous dominez une partie de la mer de plastique formée par les serres sous lesquelles sont cultivés 80% des légumes frais consommés par les pays du nord de l'Europe en période hivernale. C'est si impressionnant qu'en avril 2005, lorsque je me rendis pour la première fois dans cette région espagnole pour tenter de venir en aide à un petit syndicat s'occupant de défendre les immigrés occupés sous ces serres, je pensai faire demi-tour avec mon camping-car.

Que veux-tu faire dans un contexte aussi vaste, aussi hostile, aussi lucratif pour une majorité de ses propriétaires? Malgré tous ces questionnements, je me rendis au port d'Almeria où j'avais rendez-vous avec un syndicaliste que je n'avais jamais vu. Il était Sénégalais et devint mon guide durant trois mois. Nous avons parcouru les chemins défoncés qui bordent les serres sous lesquelles sont cultivés tomates, poivrons, concombres, courgettes, melons, etc. par des immigrés subsahariens, marocains, des pays de l'Est, sud-américains, avec ou sans papiers.

«Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation».

Karl Marx

Imaginez que la surface des serres réparties sur une centaine de kilomètres de long représente l'équivalent de 40'000 terrains de football. Les propriétaires cultivateurs sont au nombre de 30'000 environ, alors que le nombre de travailleurs occupés 6 à 9 mois par année, au gré des récoltes, est de 80'000 à 100'000! Autant dire qu'organiser syndicalement les travailleurs dans un tel contexte devient presque mission impossible. Pourtant, en février 2000, des émeutes racistes d'importance ont lieu dans la région d'El Ejido. La nouvelle de ces émeutes racistes fait le tour du monde et met en lumière les conditions de travail insoutenables dans la plupart des exploitations maraîchères de la région.

Malgré les propositions faites par une commission internationale d'enquête sur les émeutes racistes

de février 2000, peu de choses, sinon rien n'a changé. L'«or vert», produit sous les serres, poursuit son chemin, s'amplifiant, taillant les collines pour encore «caser» des hectares de serres, au mépris de toute forme d'écologie comme si demain n'existait pas. Quant au mépris pour les hommes, presque uniquement des immigrés, il est à la grandeur des surfaces cultivées: énorme. L'immigré doit se manifester à son meilleur niveau de capacités professionnelles, être disponible tous les instants, au gré des cultures, mais devenir invisible sitôt qu'il ressort de la serre, jusqu'à ne plus exister.

«Considérant... que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle; que pour cette raison l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique...»

(Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs adoptés en 1865)

Le fait que la présence des immigrés est pléthorique permet aux employeurs d'offrir des conditions salariales qui ne ressemblent en rien à celles prévues dans la convention collective de travail, soit 40,08 euros par journée de 8 heures en 2006. Des salaires de 20 à 32 euros sont généralement servis. Encore faut-il ensuite, après avoir fourni le travail, se faire payer, ce qui est parfois une nouvelle aventure.

Le phénomène du logement est

certainement le plus frappant. La plupart des immigrés vivent dans des conditions inimaginables et indignes. Les mieux lotis vivent en surcapacité dans un logement ou une maison minable de 3-4 pièces occupée par 12-15 personnes! Une frange importante vit cependant dans des «chabolas» (bidonvilles) aux abords des serres, dans des igloos de plastique ou des abris faits de palettes, planches, plastique, carton, sans eau ni électricité, ni toilettes, etc.

«Lorsqu'il est subi, le travail n'a rien à voir avec la dignité, et la sueur n'est nullement une nécessité».

Albert Jacquard,
«Mon utopie»

En 2005, l'Espagne a régularisé quelque 600'000 personnes en situation irrégulière, dont 24'000 dans la province d'Almeria. Cette opération ne fut pas un ballon d'oxygène pour tout le monde. En effet, avoir des papiers est un soulagement, mais aussi «un handicap» révélé à l'usage puisque l'employeur doit payer la sécurité sociale dès l'instant où l'immigré est en règle, ce qui provoque une difficulté d'accès à l'emploi car vous coûtez trop cher! De plus, les employeurs se plaignent périodiquement que la main-d'œuvre sécularisée dans la région d'Almeria quitte celle-ci sitôt après pour des destinations diverses plus propices à un emploi digne et où le racisme est moins exacerbé.

Pour ma part, le combat se poursuit pour tenter de redonner une dignité aux travailleurs immigrés de la région d'Almeria, par la mise à disposition de logements. En bâtissant un centre d'accueil pour immigrés, l'on pourrait déclencher un processus de prise de conscience que l'homme, quelle que soit sa couleur, son pays, sa culture, doit être respecté et non méprisé au nom du profit. La tâche est de taille, ce n'est pas une raison suffisante pour y renoncer!

Gérard Forster

Pour un retour de l'homme sur lui-même

De même qu'un artiste exprime sa sensibilité et l'admire au travers de son œuvre, l'homme extériorise son essence par son travail et se contemple dans le monde qu'il crée. Or, le processus de déshumanisation, qui caractérise notre société moderne, est intimement lié à celui de l'aliénation. En effet, ne reconnaissant principalement que le travail salarié, notre société aliène l'homme et le contraint à devenir étranger à lui-même.

L'une des catégories sociales fortement touchée par ce processus est sans aucun doute celle des personnes en recherche d'emploi, c'est-à-dire, selon Castel, ces «travailleurs sans travail» qui occupent littéralement «une place de surnuméraires, d'inutiles au monde». Ainsi, sur le plan du chômage, le déshumanisme s'exprime, entre autres, au travers de trois conséquences pour les individus:

1) Exclusion financière – L'arrivée au chômage péjore de manière importante les revenus des personnes sans emploi. Ne touchant déjà plus que le 70 à 80% de leur dernier salaire, les chômeurs voient leur manque à gagner encore s'accroître par la perte du treizième salaire, des primes de fin d'année ou de l'épargne forcée (prévoyance professionnelle).

2) Exclusion sociale – Le risque d'exclusion sociale résulte, pour les chômeurs, d'une part de la perte du pouvoir d'achat pouvant restreindre ses contacts avec son groupe socio-économique d'origine et, d'autre part, d'un processus d'individualisation inhérent au système de l'assurance-chômage. En effet, dans le second cas, les personnes en recherche d'emploi se voient souvent confrontées à un système qu'elles méconnaissent et qui tend à leur donner l'impression d'être seules dans cette situation... alors qu'elles sont près de 200'000 en Suisse! Ce processus d'individualisation, d'exclusion sociale, empêche au final l'émergence d'une conscience collective, d'un sentiment de fraternité, d'un esprit de solidarité.

3) Atteinte à la santé – La perte d'identité professionnelle, de statut

social, basée sur un processus de culpabilisation, s'accompagne aussi fréquemment d'une souffrance morale importante. En effet, le discours dominant, souvent intériorisé par une majorité de la population, véhicule l'idée que si les chômeurs le voulaient vraiment, ils pourraient aisément trouver un travail. Or, comme l'écrit Cordonnier, de même que s'adonner à la cueillette des champignons ne fait pas pousser les champignons, de même rechercher un emploi ne crée pas l'emploi. En culpabilisant les chômeurs, le discours dominant a pour principale fonction de dissimuler la réalité objective du système et d'interdire sa remise en cause.

«Aimez le travail, nous dit la morale: c'est un conseil ironique et ridicule. Qu'elle donne du travail à ceux qui en demandent, et qu'elle sache le rendre aimable; car il est odieux en civilisation par l'insuffisance du salaire, l'inquiétude d'en manquer, l'injustice des maîtres, la tristesse des ateliers, la longue durée et l'uniformité des fonctions».

Charles Fourier, 19e s.

Les conséquences du chômage – perte de repères, de statut, diminution du réseau social, ... – sont d'autant plus inquiétantes que la précarisation semble désormais n'être plus maîtrisable. En effet, premièrement, la pression de certains milieux économiques pour démanteler nos assurances sociales, telles que l'AI, l'AVS ou la LACI (dont la 7e révision prévue pour 2007 est plus que préoccupante), s'intensifie. Ce processus s'explique principalement par un report de charges de la Confédération et des employeurs sur l'aide sociale, financée, elle, par les cantons et communes. Le mot d'ordre de ces milieux économiques n'est désormais plus «guerre au chômage», mais bel et bien, pour reprendre un titre de Cordonnier, «guerre aux chômeurs»¹. Deuxièmement, paroxysme de la logique marchande, les travailleurs sont obligés de vendre leur

force de travail à des intermédiaires, à savoir les agences de placement. Élément pourtant central de cette opération, le travailleur est dépossédé du profit² que dégage cette transaction et voit ses conditions d'existence se précariser: l'homme devient une pure marchandise, plus que jamais sensible aux fluctuations du marché, passant régulièrement par des périodes de travail et par des périodes de chômage. D'autres facteurs encore favorisent l'accumulation de la précarité et l'impression d'immuabilité du système, tels que l'éloignement des pouvoirs décisionnels ou la concurrence entre les travailleurs et les chômeurs.

En conclusion, par un processus de déshumanisation, le capitalisme semble désormais avoir atteint le but historique pour lequel il était voué, à savoir l'augmentation des moyens de production et l'unification économique du monde. En effet, à l'exception encore de quelques pays, l'immense majorité des nations se sont ralliées (momentanément?) à l'économie de marché avec des taux de croissance qui, pour certains, avoisinent les 10%. A l'opposé, une majorité de l'humanité est encore et toujours dépourvue quotidiennement de denrées alimentaires vitales. Pire, la répartition toujours plus inéquitable des richesses et du travail généralise la précarité, dont les travailleurs pauvres et les chômeurs semblent être les premiers touchés. Bref, en devenant étranger à lui-même, écrasé par des puissances qui le dominent, l'homme se doit donc de regagner un monde, dans lequel il redeviendrait le centre de toutes les préoccupations. Cette reconquête, ce renouveau de l'humanisme ne pourra se faire sans un processus de désaliénation, c'est-à-dire sans un retour de l'homme sur lui-même.

Cédric Dupraz

¹Cordonnier, Laurent, «Guerre aux chômeurs», in *Le Monde diplomatique*, décembre 2006.

²La plus-value générée par ces transactions représente en moyenne 30 à 50% du salaire d'un employé.

Réhumanisons nos entreprises

Une des revendications principales de nos deux mouvements de grève à l'usine Boillat, à Reconvilier, était ce que nous avons convenu d'appeler, «La réhumanisation des conditions de travail dans notre entreprise».

Aujourd'hui, la dégradation de ces conditions de travail doit être qualifiée d'inhumaine et représente un réel danger pour la santé et le psychisme d'une majorité de salariés. Demandez aux travailleuses et aux travailleurs s'ils sont heureux à leur place de travail et vous vous rendrez compte de l'étendue des dégâts. De plus en plus, certains parmi eux avouent «avoir pété les plombs à leur travail». Cette dégradation se constate à tous les niveaux: la conduite du personnel, les horaires de travail, les conditions de travail, la reconnaissance du travail, les conditions salariales, le respect de l'être humain, etc.

La conduite du personnel se fait par l'intermédiaire de chefs d'atelier, auxquels on a subordonné quelques responsables d'équipe. Ces chefs et ces responsables sont de plus en plus mal formés à leur tâche principale. Ils connaissent très mal les outils de production et ne sont pas suffisamment dans leur atelier au contact du personnel. Ils ne possèdent au surplus – ce qui devrait être leur principale qualité – aucune autorité naturelle de commandement. Ils n'ont pour seul objectif que d'imposer sans discussions à leurs ouvriers d'in vraisemblables méthodes qui leurs sont dictées par la hiérarchie, afin d'augmenter la

productivité.

Le travail se fait en équipes alternées. Une semaine, le travail commence à 5 heures, la semaine suivante il se termine à 22 heures. Le rythme de vie de l'individu s'en trouve très sérieusement perturbé et certaines personnes, même après plusieurs années, ne s'y habituent toujours pas. Il est difficile d'avoir une vie familiale. Le maintien de l'harmonie du couple et de la famille est sacrifié à la réalité économique. L'éducation des enfants devient très problématique. La vie associative est quasiment impossible.

«Quand on travaille pour des hommes, on en met un coup. Quant on travaille pour des cons, on fait semblant».

Alexandre Soljenitsyne

Les conditions de travail sont de moins en moins supportables. L'augmentation des cadences et les modifications des méthodes de travail imposées au personnel ne tiennent aucunement compte de l'expérience et du savoir-faire de ce dernier. La flexibilité qui lui est demandée n'a plus de limites. Les personnes, sous prétexte de polyvalence, sont régulièrement déplacées d'un atelier à un autre, sur une autre machine, sans y avoir été au préalable suffisamment formées. Les pertes de productivité qui en découlent sont tout naturellement mises à leur charge. Les pauses alternées ont remplacé celles qui

étaient prise en commun. En dépit de toute logique commerciale, les stocks sont de plus en plus diminués. Les délais de livraisons s'en trouvent par conséquent augmentés au détriment des clients.

Dans un système de travail en équipes alternées, les heures supplémentaires que l'on ordonne ne peuvent se faire que le samedi ou le dimanche. C'est aux salariés de se mettre en totale disponibilité pour «LA bonne marche de l'entreprise». Les ouvrières et les ouvriers sont constamment sous pression. L'organisation de leur vie hors travail dépend des rythmes imposés par cette dernière.

Les salaires, au demeurant très bas, ne récompensent plus le mérite et le labeur souvent très difficile. La reconnaissance et la considération du travail accompli, le respect de la dignité n'existent plus. L'être humain est rabaisé au rang de «simple outil de production».

Voilà quelques-unes des principales raisons qui doivent inciter l'ensemble des salariés à revendiquer avec force l'amélioration de l'ensemble des conditions de travail. Les moyens pour y parvenir sont multiples. Cependant, une chose est sûre: ce n'est que par la constance de la lutte et du combat de toutes les travailleuses et tous les travailleurs au travers d'une grande solidarité, que nous y parviendrons.

Nicolas Wuillemin

Déshumanisation du travail dans la fonction publique

Implémentation de nouveaux projets, comptabilité analytique, augmentation de l'efficacité, bref tous les ingrédients sont déjà posés pour parler de ce qui fait souffrir les employés de la fonction publique. Cette femme ou cet homme qui, depuis plus de 20 années, s'échine à travailler dans une fonction publique qui, comme chez les facteurs, se voient chronométrer le moindre de leur geste et qui pleurent littéralement dans nos permanences. Ce n'est pas le fruit du hasard, mais bel et bien une logique organisée. Ils

n'en peuvent plus d'être contrôlés, infantilisés, sans aucune autonomie. Sans parler des réformes qui déboulent alors que personne n'y a été associé. On assiste en effet depuis bientôt vingt ans à une déshumanisation totale du travail dans la fonction publique. Les plus performants vous dirons que non, que tout va très bien, mais au fond d'eux, ils savent pertinemment que le jour où, comme certains de leurs collègues, ils auront un passage à vide, la machine à déshumaniser les broiera comme les autres.

Le salaire au mérite

L'autre jour encore, dans une entreprise fédérale, les responsables, harnachés de leurs certitudes des pieds à la tête, voulaient imposer la suppression de la progression salariale à l'ancienneté en faveur de celle, «plus efficace» disaient-ils, de la rémunération au mérite. Ce qu'il y a de pathétique dans ces décisions, c'est de constater que dans les administrations publiques on veut imposer le salaire au mérite alors que, déjà depuis très longtemps, dans

la grande majorité des secteurs de l'économie privée il est abandonné au profit de valeurs plus collectives qui font profiter des potentialités de chacun, mais aussi des étroites synergies nécessaires et imposées par la socialisation planétaire du travail.

Nous sommes tous vulnérables

Nous ne parlons pas ici des handicapés légers, des alcooliques, ou encore de celles et ceux qui n'ont pas été favorisés par le milieu social dans lequel ils sont nés, bref des cabossés de la vie qui sont eux doublement précarisés. Nous parlons de madame et monsieur tout le monde, de la majorité des employés de la fonction publique. Parce que leur affinité les porte à servir la collectivité plutôt que d'offrir leur force de travail à un patron, ils ont le service public chevillé au corps. Ces derniers sont

capables de tout endurer lorsque les crises se produisent, que leur chef ne répond plus ou que leur service dysfonctionne gravement; ils sont prêts à donner d'eux-mêmes sans compter. Mais depuis quelques années, ils subissent des attaques sournoises, qui vont du mépris total à quelque chose de plus diffus, une volonté implacable de les faire marnier plus encore. Tout ceci enrobé dans une bouillie idéologique, comme si l'on voulait les rendre responsables des déficits budgétaires que certains anti-impôts néo-libéraux ont réussi à faire avaler au corps électoral. Alors viennent les coups de déprime «inexplicables» qui font croire à une incapacité personnelle de surmonter les difficultés. Là est le véritable nœud de la souffrance; être perdu, isolé dans des processus de production qui nous dépassent et qui nous écrasent. Le seul remède alors est de

se coaliser, de constater que tout seul on ne peut rien.

Ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas

Peu de personnes ont compris cette nécessité de résistance collective, y compris dans son travail quotidien et pourtant c'est la seule issue pour que son psychisme ne soit broyé dans la logique du «faire mieux avec moins» ou du «ni hausse d'impôt, ni baisse de prestation». Gageons que dans les années à venir, sur leur lieu de travail, les employées et les employés du secteur public comprendront qu'il est temps de mener une réflexion collective sur les processus de production et tous ensemble de définir ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

Rémy Pagani

Notes de lecture

Le travail intenable

Résister collectivement à l'intensification du travail

Editions La Découverte, Collection Entreprise et société, juin 2006

Le travail a changé: entre idéologies managériales, contraintes économiques et reconfiguration des entreprises privées ou des services publics, normes et objectifs soumettent de plus en plus les travailleurs au stress et aux tensions de toutes natures. L'allongement probable de la vie au travail va encore durcir une situation qui semble avoir atteint un point de rupture. Comment réagir collectivement face à cette intensification? C'est à cette question qu'entend répondre ce livre, dont l'ambition est d'élaborer un diagnostic critique et de tracer des voies pour l'action. Les auteurs y restituent de façon particulièrement vivante les résultats d'un travail de recherche de dix-huit mois ayant réuni scientifiques et syndicalistes sous le patronage du Fonds social européen: la parole des experts vient relayer l'enquête menée par une vingtaine d'équipes syndicales issues d'univers professionnels très différents. L'observation des situations a ainsi permis de retrouver des repères, de comprendre l'intensification pour se donner les moyens d'y résister et d'explorer de nouvelles pratiques militantes en associant les salariés à l'action collective. (mb)

La nouvelle critique sociale

Editions du Seuil / Le Monde, collection «La république des idées», 2006



Même s'il a été rédigé par des auteurs français et qu'il traduit la situation qui prévaut chez notre grande voisine, ce petit livre d'une centaine de pages peut s'appliquer à tous les pays qu'on qualifie de développés. Il montre que la société a profondément changé depuis la fin des Trente Glorieuses, qu'elle en distingue sourdement les symptômes et qu'elle commence à en éprouver les manifestations les plus douloureuses (chômage, exclusion, insécurité sociale, ségrégation, sentiments de déclassement). Plusieurs chapitres de ce livre sont particulièrement explicites et inquiétants: *l'impact des nouvelles formes de pénibilité; déclassement: quand l'ascenseur social descend; fracture générationnelle: une jeunesse sans destin; les formes modernes de la pauvreté.*

Après avoir lu cet ouvrage, il n'est plus possible d'ignorer où se situent les nouvelles lignes de partage entre gagnants et perdants. Il nous appartient à tous d'éviter que ces lignes s'éloignent encore davantage et qu'elles brisent définitivement le lien social fragile qui existe encore entre les nantis et les démunis.

Rémy Cosandey



Un plan pour le climat

Connaissez-vous le Plan d'Action pour le Climat lancé par le WWF? Alors que le changement climatique devient une réelle menace pour la planète, le WWF s'engage sans réserve pour stopper le réchauffement du climat. Il intervient politiquement en fournissant d'importantes informations, utiles aux responsables lors de leurs prises de décision, et économiquement pour qu'un plus grand nombre d'entreprises participent à ce plan en maintenant leurs émissions de Co2 à un niveau le plus bas possible.

D'après Actualités WWF No 5

Cabane «high tech» au Mont Rose

L'EPFZ et le Club Alpin Suisse main dans la main... Au pied du Mont Rose, à 2800 mètres d'altitude, une des plus grandes cabanes du CAS, construite en 1894, pourrait être remplacée par une cabane écologique susceptible d'atteindre une autonomie en énergie de 70 à 80% avec la cuisine grâce à une façade fonctionnant comme un thermos très performant et isolant. L'EPFZ et le CAS travaillent à ce projet. Cette cabane marquerait un tournant dans l'architecture de haute mon-

tagne. Nous lui souhaitons bonne réalisation.

D'après *Le Courrier*

La Chine et la non-violence

En Chine, des défenseurs des Droits de l'Homme emmenés par un avocat optent pour la résistance pacifique. Le mouvement s'inspire de Gandhi mais s'appuie sur les moyens actuels, Internet en particulier. Leur but est de former une chaîne de grévistes de la faim qui se relaient. Face aux médias muselés, cette résistance non-violente a pour seul but de défendre les droits des citoyens, de faire respecter la Constitution et de révéler la vérité.

D'après *Le Temps*

Aussi en Israël

Même courant de non-violence en Israël où le mouvement des «Anarchistes israéliens contre le Mur» se poursuit. La dénomination d'Anarchistes israéliens provient du fait qu'ils transgressent l'interdiction faite aux Israéliens de se rendre dans les «zones A» en Territoire palestinien. En France, ils trouvent un soutien grâce aux dons de comités locaux relayés par le MRAP (Mou-

vement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples).

D'après *La Lettre de l'Adhérent* – MRAP, octobre 2006

L'art pour survivre

Avec les terribles événements du Darfour, le Soudan fait souvent la «une» de l'actualité. C'est là cependant qu'après 20 ans passés à Madrid, un peintre, Rachid Diab, revient dans son pays. Le simple mot d'art y est tabou; plus de cours d'art plastique, musées à l'abandon. Alors, il décide d'ériger sur un terrain vague de Khartoum un centre culturel de 3200 mètres carrés. Des enfants y apprennent à dessiner, des artistes viennent y séjourner ou exposer leurs œuvres. «Les gens du pouvoir savent que je ne suis pas des leurs, mais ils me laissent rêver...».

D'après la revue «*Un seul Monde*», décembre 2006

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15. Merci!

Humanisons le travail!

Toutes les personnes que nous avons sollicitées pour parler de la déshumanisation du travail ont répondu à notre appel (sauf des capitaines de la finance et de l'industrie). Et comme ce thème a aussi inspiré les collaborateurs réguliers de *l'Essor*, nous ne sommes pas en manque de textes! Dans ce numéro, nous proposons une longue réflexion d'Alain Simonin et le témoignage de plusieurs personnes qui oeuvrent sur le terrain. Des récits très différents mais qui montrent tous que la situation dans le monde du travail se dégrade dangereusement.

Le prochain numéro de *l'Essor* reprendra le même thème, mais sous

un titre plus optimiste: *humanisons le travail!* Outre les articles que nous possédons déjà, nous aimerions recevoir des réactions aux témoignages de ce numéro et des propositions concrètes pour replacer l'homme au centre de l'entreprise. Vos textes sont les bienvenus; vous pouvez les adresser jusqu'au 18 mars à Rémy Cosandey, Léopold-Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds.

La dégradation de la cohésion sociale en Suisse n'est pas une fatalité. A notre niveau, même avec de petits moyens, nous pouvons tous nous battre pour que les requins de la finance cessent de croquer les plus faibles et les plus démunis. (rcy)

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Jeanlouis Cornuz, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Delia Mamon, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours
l'Essor – Abonnements
Rue Ph.-H.-Mathey 4
2300 La Chaux-de-Fonds

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53 - 2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; cosandeyremy@hispeed.ch

Abonnement annuel : Fr. 36.- (20 euros)
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

l'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 18 mars 2007
prochain forum : Humanisons le travail!